

## Afrique

# L'assurance face aux conflits politiques

L'assurance africaine avance, malgré des difficultés dont le continent n'a pas l'exclusivité historique.



**P**our une large part de l'opinion mondiale, et notamment occidentale, l'Afrique est la terre par excellence des conflits de tous ordres, la terre de prédilection des catastrophes naturelles et humaines, la terre des illusions perdues. Ceci étant, si la réalité est effectivement difficile, bien que contrastée, elle est en pratique un peu différente, heureusement pour l'Afrique, et l'évolution du marché de l'assurance l'illustre parfaitement. Comme l'a affirmé le célèbre physicien anglais Newton, le mouvement se prouve en marchant, et en passant d'une production de 50 milliards de dollars US en 2006 (sur un total mondial de 3 675 milliards USD) à 67 milliards en 2010 (sur un total mondial de 4 339 milliards USD), soit une augmentation de 34 % en cinq ans (contre une évolution de 18% en cinq ans à l'échelle mondiale)<sup>1</sup>, l'assurance africaine prouve qu'elle avance, malgré des difficultés dont le conti-

nent n'a pas l'exclusivité historique. Nul ne peut nier qu'avant même la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1963, devenue plus tard l'Union africaine (UA), l'industrie africaine des assurances a vécu, et vit toujours, dans un tableau et un environnement assez singuliers : en effet, depuis l'indépendance aux environs des années soixante, le continent est le théâtre de nombreux conflits politico-militaires. Certains de ces conflits sont malheureusement encore très actifs aujourd'hui, comme en Somalie, dans les deux Soudans, au Mali, en RD Congo, etc. D'autres, en revanche, ont été résorbés comme l'apartheid en Afrique du Sud, les guerres civiles en Angola, au Libéria, au Rwanda, au Nigeria, au Tchad, etc.

Dans le même temps, il convient de souligner que l'Afrique a vécu sur la période de très fortes évolutions politiques, globalement positives en matière d'amélioration de la gou-

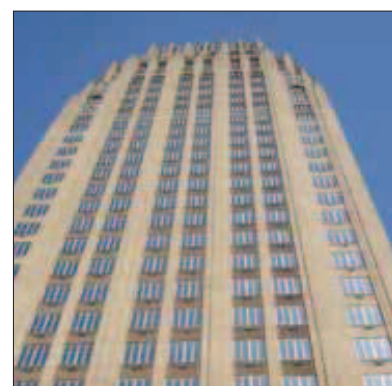
La fin des conflits, l'essor du secteur des assurances

En passant d'une production de 50 milliards de dollars US en 2006, soit une augmentation de 34% en cinq ans, l'assurance africaine prouve qu'elle avance.

## La BAD, partenaire des médias leaders en Afrique

Présente à Dakar, du 08 au 09 novembre 2012, lors du 5<sup>ème</sup> Forum des Leaders des Médias d'Afrique (AMLF), portant sur «Afrique 3.0 : renforcer les médias et la gouvernance à travers la participation citoyenne et l'innovation», la Banque africaine de développement (BAD) a réitéré sa volonté d'accompagner aussi bien les propriétaires et opérateurs d'organes de presse, que les investisseurs et autres bailleurs de fonds, ainsi que les leaders dans le domaine des médias africains.

## JP Morgan et la SEC accorderaient leurs violons



C'est le Wall Street Journal qui a annoncé la semaine dernière que JPMorgan Chase et la SEC (Securities and Exchange Commission), en d'autres termes, les autorités boursières américaines, sont proches d'un accord amiable. L'accord impliquerait le versement d'une somme inférieure aux 550 millions de \$, payés par son rival Goldman Sachs pour régler une procédure analogue. Pour rappel, les pratiques de la filiale Bear Stearns en matière de dérivés de crédits hypothécaires au cours de la bulle des subprimes, ...

vernance, du renforcement de l'État de droit et de la qualité du leadership, accompagnées d'une réduction sensible de la pauvreté, de la maladie et de la faim. Dans ce contexte de conflits et d'évolution politique, quels place et rôle doit alors avoir l'industrie de l'assurance ?

### 1- L'expérience des pays aujourd'hui développés

Après sa naissance dans l'Égypte antique sous la forme de la solidarité organisée par les constructeurs de pyramides, des temples et autres ouvrages, l'assurance a véritablement pris son essor dans le bassin méditerranéen, grâce au développement du commerce maritime dans le «Mare Nostrum». À cette époque, les pirates infestaient tout le bassin méditerranéen, et même au-delà, et leurs fréquentes attaques rendaient tellement périlleuses les expéditions maritimes que la très sommaire opération d'assurance-maritime était baptisée «Nauticum Foenus» ou prêt à la grosse aventure. Il a fallu attendre la révolution industrielle et l'établissement progressif de l'État de droit, pour assister à la naissance de vraies entreprises d'assurances qui, pour se développer, avaient à la fois besoin d'un État

fort, d'une justice indépendante et de l'éclosion de classes moyennes pouvant constituer une demande solvable et consistante.

Après les révolutions industrielles et les multiples guerres intestines, le monde occidental vivra deux grandes guerres mondiales qui ont littéralement détruit plusieurs de ces pays. L'industrie des assurances s'y est alors patiemment reconstruite. En effet, dans le cadre du Plan Marshall et à la faveur du grand projet politique de construction de l'Europe, les pays membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, puis de la Commission économique européenne devenue ensuite l'Union européenne ont progressivement adopté des mesures politiques, juridiques, juridictionnelles, économiques, financières et sociales qui les ont radicalement transformé.

L'État de droit s'y est partout renforcé, la démocratie est devenue la règle impérative de fonctionnement des institutions, presque tous les secteurs de l'économie ont été progressivement soumis aux règles du libre-établissement, de la libre-concurrence et de la gestion privée, et l'industrie des assurances a littéralement explosé. De grands groupes transnationaux et multina-

**Après les révolutions industrielles et les multiples guerres intestines, le monde occidental vivra 2 grandes guerres mondiales. L'industrie des assurances s'y est alors patiemment reconstruite.**

Un immense potentiel

## Vif intérêt de l'émission obligataire de QNB Group



L'emprunt obligataire d'un milliard de dollars, émis le 7 novembre 2012 à échéance février 2018, avec un coupon de 2,125% de Qatar National Bank (QNB Group), dans le cadre de son programme d'Euro Medium Term Note (EMTN Programme), a connu un franc succès. Cette première tranche du programme a suscité un vif intérêt auprès des investisseurs du monde entier, compte tenu de la solidité financière du groupe QNB et la position de la Banque en tant que première institution financière en termes de rentabilité et de l'actif total.

## Hausse de la facture pétrolière tanzanienne



La Banque de Tanzanie (BoT) vient de déclarer qu'à fin août 2012, la valeur des importations de biens et services s'est établie à 12,78 milliards de \$, comparativement aux 10,82 milliards de \$ en glissement annuel. S'inscrivant dans cette tendance à la hausse, la facture pétrolière du pays s'est renchéri de près de 30%, exerçant une pression supplémentaire sur les réserves de change limitées du pays.





tionaux d'assurances et de réassurances ont été créés et se développent aujourd'hui, tandis que la réglementation est soumise à un processus permanent d'uniformisation, de transparence et de solidarité.

## 2- Le cas de l'Afrique

Il se dégage de l'exemple historique occidental une constante : les conflits politico-militaires correspondent toujours à des manifestations temporaires et violentes d'un processus d'évolution politique plus profonde. L'existence de conflits ne peut donc pas être dissociée de l'existence d'un processus d'évolution politique en cours ou à venir.

Une des spécificités, et donc l'un des défis, de l'industrie de l'assurance en Afrique a toujours été de devoir faire face à un contexte particulier pour en faire des opportunités nouvelles, notamment au regard de l'environnement sociopolitique. Nous évoquons ci-après quelques catégories significatives d'évolution dans ce contexte :

**1.** Une première catégorie de pays africains ont dû mener des véritables guerres de libération nationale comme en Algérie, au Mozambique, en Angola, en Guinée-Bissau et au Cap Vert entre autres, dans le cadre de leur accession à l'indépendance.

Les infrastructures économiques y ont été largement détruites et, dans le cadre de politiques nationalistes dirigistes, le secteur de l'assurance a généralement été d'abord nationalisé, puis beaucoup plus tard, libéralisé consécutivement à une conversion progressive à l'économie de marché.

**2.** La seconde catégorie englobe la grande majorité des pays africains qui ont accédé pacifiquement à l'indépendance. Leurs marchés nationaux ont d'abord évolué dans un contexte plutôt apaisé, avant de vivre, à partir de 1963-1965, les soubresauts liés aux conséquences multiformes des coups d'État ou tentatives de coups d'État militaires, des insurrections politico-militaires et des guerres civiles. Plus récemment, aux alentours des années 1990, les poussées en faveur d'une démocratisation rapide ont aussi apporté leurs lots de troubles civils et militaires. Si ces différentes formes de violences ont bien sûr rendu la pratique du métier assez difficile, notamment à cause des difficultés de plus en plus grandes à trouver de bonnes conditions de réassurance à des coûts acceptables, il ne faut pas occulter le fait que de notables évolutions structurelles se sont confirmées. Ainsi, dans l'esprit de la

Des lots de troubles civils et militaires handicapants

**Le secteur de l'assurance a généralement été d'abord nationalisé, puis beaucoup plus tard, libéralisé consécutivement à une conversion progressive à l'économie de marché.**

## Kaberuka, en « Conseiller » de Bozizé



Donald Kaberuka

Donald Kaberuka, président de la Banque africaine de développement (BAD) s'est transformé, le 6 novembre dernier, le temps d'une conférence, en « Conseiller » du Président Bozizé. Il a singulièrement recommandé à l'Ouganda d'exploiter son pétrole et gaz naturel de façon optimale, afin de se garder de répéter les erreurs de producteurs, tels que le Nigéria, au cours des décennies précédentes. Le thème de cette rencontre, sur « De la croissance économique à la transformation économique: un programme de la Banque africaine de développement » en a été le prétexte.

## La banque centrale du Kenya réduit son taux directeur

Le Comité de politique monétaire du Kenya (MPC) vient de décider de réduire le taux directeur de la Banque centrale (CBR) de 200 points de base, pour s'établir à 11%. Par cette réduction du taux directeur, le gouvernement kenyan cherche à assouplir sa politique monétaire et de susciter l'espoir chez les consommateurs.

résolution de la Conférence de la Cnuccd de Santiago du Chili de 1972 qui avait appelé les pays en développement à la maîtrise de leurs marchés nationaux d'assurances, les multiples petits acteurs nationaux ont connu deux types de transformation : d'un côté dans les pays d'option libérale, les entrepreneurs privés se sont développés et renforcés sous forme de sociétés privées de droit national, tandis que d'un autre côté dans les pays d'option dirigiste, les entreprises existantes ont été nationalisées. Ces deux évolutions ont toutefois abouti aujourd'hui à une reconnaissance de la primauté de l'initiative privée, et à la constitution de groupes d'assurances autochtones multinationaux africains, compte non tenu des cheminements politico-militaires des pays. Dans cette catégorie de pays, on inclut également les pays de la zone CIMA en Afrique subsaharienne francophone, dont l'intégration s'illustre par une législation commune à quatorze États, un corps de contrôle commun et une école commune de formation de professionnels pour le secteur des assurances.

**3.** Puis nous avons le cas spécifique de l'Afrique du Sud, qui après avoir vaincu l'apartheid à l'issue d'une très longue et difficile lutte, a su préser-

ver une ligne politique globale qui pérennise sa position de nation pilote des assurances en Afrique pour trois raisons majeures : sa très grande base économique diversifiée, la qualité de ses professionnels issus du système anglais (et appliquant les mêmes principes de gestion d'assurances qu'en Angleterre) et le faible poids de ses organismes publics d'assurance (qui en pratique sont substitués par les assureurs privés).

### 3- Comment l'industrie africaine des assurances pourra-t-elle contribuer à limiter les conflits ?

La singularité de l'environnement sociopolitique pour l'industrie de l'assurance en Afrique s'illustre d'abord par le type et la fréquence, pour ne pas dire la récurrence, des conflits locaux souvent considérés comme de faible intensité sur le plan géostratégique mondial, mais aux conséquences sévères pour des pays en construction. Cette spécificité conduit à poser les questions suivantes : quel est l'impact des conflits sur le marché de l'assurance ? Et comment y faire face ?

**3-1 Quel est l'impact des conflits sur le marché de l'assurance africaine ?**  
L'impact des conflits sur le marché

**L'Afrique du Sud, qui après avoir vaincu l'apartheid, a su préserver une ligne politique globale qui pérennise sa position de nation pilote des assurances en Afrique**

La fin des guerres intestines marquera le réel décollage du secteur

## Augmentation de capital de Family Bank (Kenya)

Family Bank a lancé, mardi 6 novembre 2012, une émission d'actions nouvelles, visant à lever 1,25 milliard de shilling. Cette opération destinée aux actionnaires de la banque, concerne quelque 40,5 millions d'actions nouvelles sur une période de souscription étalée jusqu'au 7 décembre 2012. Wilfred Kiboro, Pdg de la banque, qui a confirmé l'opération, cible le développement (activités et réseaux) et la modernisation de l'outil.

## Les banques kenyanes invitées à adopter de nouvelles cartes de crédit



Une campagne, menée par MasterCard, Delarue, et le prestataire de services de cartes de crédit Paynet, incite les banques et opérateurs de transfert d'argent à substituer les anciennes cartes à puce pour GAB à de nouvelles électroniques, plus sécurisées. L'opération, baptisée «La grande migration vers la norme EMV», vise à encourager les banques locales à abandonner la plate-forme de bande magnétique utilisée d'antan. Un rapport du cabinet d'audit Deloitte, sur la fraude dans le secteur financier, a estimé les pertes bancaires en Afrique de l'Est à plus de 4,06 milliards de shilling, pour le premier trimestre 2012.





de l'assurance africaine s'illustre à plusieurs niveaux.

D'une part, les conflits signifient concrètement la destruction massive et délibérée de vies humaines et de biens publics et privés, et par conséquent ils ne profitent ni aux assurés, ni aux assureurs. Les conflits ont de manière générale un impact très négatif sur le marché de l'assurance, car bien qu'en ces périodes les besoins objectifs de couvertures d'assurance augmentent (en raison de la hausse de l'insécurité morale, matérielle et financière), dans les faits et pour des raisons techniques évidentes les assureurs durcissent l'accessibilité à leurs couvertures. En outre, il est observé dans ces moments de crise une baisse du degré de confiance accordé aux compagnies locales d'assurance, aux institutions et/ou à l'État, et par conséquent une forte propension à la demande de couvertures d'assurance hors du pays, voire du continent.

Par ailleurs, nombre d'économistes soulignent que l'économie de la guerre est essentiellement consommatrice, et non productrice, de richesses et par conséquent de matière assurable. Cette situation s'observe dans le pays au sein duquel se déroule le conflit, mais également dans les pays voisins. C'est ainsi que Paul Collier, ancien chef économiste à la

Banque mondiale et actuellement professeur d'économie à l'Université d'Oxford (UK), évalue le coût d'une guerre civile typique à quatre fois le Produit National Brut (PNB) annuel du pays concerné, et jusqu'à la moitié du PNB des pays voisins (cf. le célèbre ouvrage de l'économiste zambienne Dambisa Moyo sur l'aide fatale<sup>2</sup>). En pratique, en raison de conflits politiques et militaires, nombre de pays à fort potentiel économique se retrouvent ainsi parmi les pays avec les plus faibles niveaux de production de richesse, et par conséquent de matière assurable.

Enfin, les risques de conflits sont difficilement assurables, en raison des difficultés à quantifier les risques, des forts potentiels de sinistralité, de la forte corrélation des risques, de la forte asymétrie d'information, etc. C'est dans ce contexte que le Code des Assurances des États membres de la CIMA limite l'engagement des assureurs en cas de conflits. Ainsi, en assurance dommage, l'article 38 du Code<sup>3</sup> précise que les assureurs ne sont pas tenus de verser des prestations en cas de guerre (qu'il s'agisse de guerre étrangère, de guerre civile, d'émeute ou de mouvement populaire). En assurance-vie, les exclusions en cas de guerre semblent toutefois moins fortes, puisque l'ar-

Un marché quasi-vierge

**Les conflits signifient concrètement la destruction massive et délibérée de vies humaines et de biens publics et privés, et par conséquent ils ne profitent ni aux assurés, ni aux assureurs.**

## Diamond Bank dévoile sa nouvelle identité



Alex Otti

Dr Alex Otti, directeur général du groupe Diamond Bank, a révélé, mercredi 7 novembre 2012 à Lagos, la nouvelle identité. Au cours de l'inauguration, il a annoncé l'objectif d'ouvrir environ 70 nouvelles agences, d'ici fin 2013. Dans deux ans, le cap des 300 agences sera dépassé, a-t-il assuré.

## First Bank introduit une nouvelle carte de crédit



Grâce à ses nouvelles cartes de crédit, First Bank of Nigeria permet à ses clients de les personnaliser. Désormais, il leur sera possible d'y apposer les photos souvenirs de leurs enfants, de leur mariage, ... Cette nouvelle offre vient compléter une autre offre innovante, lancée récemment et permettant aux nigériens non titulaires de compte bancaire d'opérer des retraits à travers le territoire.

ticle 94 indique qu'il existe un risque d'exclusion en cas de guerre étrangère uniquement, et que cette exclusion potentielle n'est pas réglementaire, mais relève de l'autorité de chaque État membre après cessation des hostilités.

Au final, on comprend que les conflits sont défavorables pour tous les acteurs de l'industrie de l'assurance (les potentiels assurés, les assureurs, l'État, etc.). Il s'agit donc d'une situation «perdante/perdante», dont il convient de réduire les effets.

### 3-2 Comment l'industrie africaine des assurances peut-elle contribuer à réduire les conflits et leurs impacts ?

Pour limiter les conflits, l'industrie de l'assurance a un rôle à jouer. En effet, force est de constater que les conflits sont largement corrélés au sous-développement : l'économiste et chercheur français Philippe Hugon constate ainsi, dans son livre sur l'économie de l'Afrique<sup>4</sup>, que 80 % des pays les moins avancés ont connu des conflits depuis le milieu des années 1990. Ce chiffre confirme que c'est dans la pauvreté que germent les mouvements de contestation de l'ordre établi, les mouvements de protestation populaire et populiste, les groupes fana-

tiques religieux, etc. qui contribuent à l'instabilité politique. Un développement des économies pourrait donc conduire à une réduction du nombre de conflits.

Une industrie de l'assurance en bonne santé, c'est-à-dire qui investit directement dans l'économie et qui permet aux autres agents économiques d'y investir également, contribuerait à la sortie de certains pays du sous-développement. En effet, d'une part il est bien connu que l'industrie de l'assurance a vocation à jouer un rôle prépondérant dans le financement de l'économie, en investissant les cotisations qu'elle collecte. D'autre part, l'industrie de l'assurance pourrait procurer suffisamment de sécurité financière aux agents économiques (entreprises, populations, etc.) pour leur permettre de nuancer leur forte préférence pour la liquidité et d'entreprendre des investissements productifs.

Sur ce dernier point, on peut d'ailleurs noter qu'en reproduisant sans grands changements le modèle occidental du secteur d'assurances en Afrique, l'assurance africaine ne s'adresse en réalité qu'à une petite part de la population africaine, celle qui a des revenus confortables, stables et croissants (ou en tout cas suffi-

**Au final, on comprend que les conflits sont défavorables pour tous les acteurs de l'industrie de l'assurance.**

Poser les bases d'une industrie adaptée de l'assurance

## Clifford Chance conseille Absa Capital et Nedbank Capital



Relativement au financement du projet de parc éolien Dorper en Afrique du Sud, devant nécessiter 1,6 milliard de rands sud-africain, soit l'équivalent de 140 millions d'euros, c'est le cabinet d'avocats international Clifford Chance qui a conseillé entre autres banques, les sud-africaines Absa Capital, une division d'Absa Bank Ltd, et Nedbank Capital.

## Conférence annuelle d'IIZ à Bulawayo

L'Institut d'assurance du Zimbabwe (Insurance Institute of Zimbabwe) tient cette semaine sa conférence annuelle à Bulawayo. L'évènement, qui est rehaussé par la présence effective du Président Robert Mugabe, a tourné autour du thème «L'assurance du moteur pour le développement national, la consolidation de la croissance dans les services financiers». Entre autres sujets abordés, la garantie de la pertinence du secteur de l'assurance au Zimbabwe dans un monde changeant et la franchise en tant que canal de distribution, la micro-assurance ou assurance des non bancarisés dans le contexte africain.





sants pour pouvoir payer une prime d'assurance pour les produits classiques actuels). Or la majorité de la population vit en dessous du seuil de la pauvreté, n'ayant ni revenus stables ni revenus croissants. Le modèle d'assurance actuel doit donc évoluer et s'adresser à toutes les couches de la population, surtout aux plus vulnérables (par exemple via la micro-assurance). Au final, on retient donc que grâce à son rôle économique, l'industrie de l'assurance est en mesure de prévenir les conflits, et donc d'intervenir en amont pour en réduire le nombre. En pratique, il apparaît également que l'industrie de l'assurance peut aussi intervenir en aval, en réduisant les impacts de conflits existants. En effet, lorsqu'il y a une autorité de contrôle par pays, dès qu'un pays entre dans une période de conflits, il existe de bonnes raisons de penser que l'autorité de contrôle ne pourrait plus exercer son rôle de manière satisfaisante, ce

qui pourrait déstabiliser le secteur de l'assurance puis alimenter les conflits existants. À l'inverse, dans un schéma d'organisation régionale, c'est-à-dire en considérant une autorité pour plusieurs pays, à l'image de la CIMA, l'autorité de contrôle n'est pas systématiquement exposée aux conflits au sein d'un des pays et peut ainsi continuer à veiller au bon fonctionnement de l'industrie de l'assurance. En d'autres termes, l'existence d'une autorité de contrôle régionale, et non nationale, permet de limiter les conséquences d'un conflit au sein d'un des États membres. Ce serait par exemple une bonne chose pour l'Afrique si la régionalisation de la régulation et du contrôle des assurances s'intensifiait.

#### 4- Comment l'industrie africaine des assurances pourra-t-elle influencer sur l'évolution politique?

Comme indiqué ci-avant, les conflits politico-militaires s'inscri-

De multiples branches, à la taille du marché

**En reproduisant sans grands changements le modèle occidental du secteur d'assurances en Afrique, l'assurance africaine ne s'adresse en réalité qu'à une petite part de la population africaine.**

## NCAT indemnisé par A & G Insurance (Nigéria)



Dotun Onipede, directeur des opérations d'Alliance & General Insurance (A & G) Plc, a dévoilé que la compagnie d'assurance vient de dédommager d'environ 1,2 milliard de naira des créances à Nigeria College of Aviation Technology (NCAT), Zaria. Ce paiement devant servir de compensation à NCAT pour l'avion qui s'est écrasé en 2010. Aujourd'hui, cet avion d'apprentissage est réparé au Danemark, où la Nigeria Civil Aviation Authority (NCAA) est allé l'inspecter.

## Le cours de cacao dopé par la Côte d'Ivoire



Les inquiétudes sur l'offre de cacao en provenance de Côte d'Ivoire, 1er producteur mondial de fève brune, ont dopé les cours. Notre confrère, Public Ledger, attirait l'attention sur la baisse des stocks de cacao, devant être exportés, dans les ports ivoiriens. Entre le début du mois d'octobre, date de démarrage de la saison, et le 28 octobre, seulement 87 000 tonnes avaient été enregistrées contre 90 609 t, en glissement annuel.

1- Chiffres issus de FANAF [2012], «Le marché de l'assurance en Afrique - Données 2006 à 2010», FANAF.

2- Cf. Moyo D. [2009], «L'aide fatale - Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique», JC Lattès.

3- Version 2009.

4- Cf. Hugon P. [2009], «L'économie de l'Afrique», La découverte.

5- Sur ce point, il convient de noter que certains auteurs, tel que Daniel Cohen dans son ouvrage Cohen D.



vent dans un processus global d'évolution politique, à laquelle les assureurs doivent attacher une attention particulière.

#### 4-1 Quels sont le rôle et l'importance de la politique pour l'industrie de l'assurance ?

Sans tomber dans l'angélisme, on peut raisonnablement penser que les évolutions politiques en Afrique seront positives, du moins à moyen ou long terme, sachant que généralement elles traduisent un changement d'ère politique et s'accompagnent d'un rajeunissement de la classe dirigeante.

Ces évolutions positives sur l'environnement politique devraient conduire à des évolutions positives sur le marché de l'assurance, compte tenu notamment du rôle significatif que peut avoir l'État dans le développement de l'industrie de l'assurance et de la micro-assurance, au titre par exemple du climat de confiance qu'il peut instaurer (la confiance étant un préalable de base pour toute activité d'assurance) et d'éventuelles incitations (fiscales et autres, etc.) qu'il

peut mettre en place.

Un environnement politique bienveillant facilite donc le développement de l'industrie de l'assurance. En pratique, il apparaît que la réciproque est également vraie : une industrie de l'assurance en bonne santé est susceptible de contribuer à la constitution d'un environnement politique bienveillant. Plusieurs mécanismes permettent d'illustrer ce phénomène (cf. paragraphe suivant).

#### 4-2 Comment l'industrie des assurances peut-elle favoriser un processus d'évolution politique positive ?

L'industrie de l'assurance est susceptible de développer une classe moyenne, c'est-à-dire une société civile, elle-même susceptible d'accélérer l'évolution positive des politiques africaines. Cette position rejoint celle de la célèbre économiste zambienne Dambisa Moyo qui, dans son livre déjà cité, indique de manière plus générale que la croissance économique favorise la démocratie<sup>5</sup>, ou du moins la stabilité politique, et non nécessairement l'inverse. L'industrie de l'assurance a donc bien un

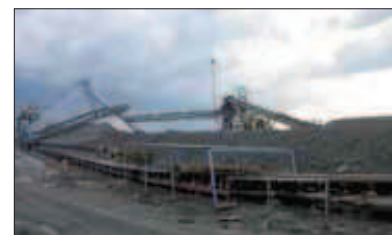
L'industrie de l'assurance peut prévenir les conflits

## Remise de semences en ouverture de la campagne agricole (Angola)



C'est Norberto Fernandes dos Santos, gouverneur de la province de Malanje, qui a donné le coup d'envoi des distributions de semences de maïs, de riz, ainsi que des boutures de manioc, des motopompes, machettes, et engrais aux exploitants agricoles. Cette assistance de l'organe Extension de développement agricole (EDA) aux associations et coopératives dans la municipalité de Quela marque ainsi l'ouverture de la campagne agricole 2012/13.

## Un institut de recherche ambitieux de booster le secteur des mines



Le tout nouvel institut de recherche, Wits Mining Research Institute (WMRI), lancé au mois de septembre dernier à l'université de Witwatersrand à Johannesburg, cherchera à faire progresser la recherche minière en Afrique du Sud. Nielen Van Der Merwe, directeur par intérim de WMRI, a fait état de la volonté d'approfondir la recherche minière, un secteur vital pour son pays.

La croissance économique favorise la démocratie<sup>5</sup>, ou du moins la stabilité politique, et non nécessairement l'inverse.

[2012], «Homo economicus, prophète (égéré) des temps nouveaux», Albin Michel, avancent que la richesse d'une société ne semble ni nécessaire ni suffisante pour garantir le passage à la démocratie, même si ce dernier reconnaît, comme Dambisa Moyo, que la démocratie n'est pas un préalable au développement économique.  
6- Comme rappelé dans l'ouvrage Kamega A., Planchet F. [2012], «Actuariat et assurance vie en Afrique subsaharienne francophone - Outils d'analyse de la mortalité», Seddita.  
7- Cf. Hugon P. [2006], «Géopolitique de l'Afrique», Armand Colin.



rôle à jouer pour contribuer à une évolution politique positive.

Cette accélération des évolutions politiques positives par les populations peut également être dynamisée par le rôle que joue l'assurance dans la société. En effet, l'industrie de l'assurance œuvre pour l'intérêt général, l'assurance étant reconnue comme une obligation sociale et morale, au service de l'intérêt collectif<sup>6</sup>. En parallèle, comme le précise Philippe Hugon dans son livre sur la géopolitique de l'Afrique<sup>7</sup>, bien souvent en Afrique, l'État ne semble ni bienveillant, ni efficacement au service de l'intérêt général. Une expansion de l'industrie de l'assurance permettrait ainsi de redévelopper à l'échelle nationale une culture de l'intérêt général, qui ne semble exister aujourd'hui qu'au niveau communautaire, et encore de manière informelle. Une nouvelle industrie de l'assurance, couvrant une population large, par exemple grâce à la micro-assurance, accompagnerait ainsi largement l'État dans son rôle de bienveillance au service de l'intérêt général au niveau national.

Comme affirmé plus haut, la micro-assurance peut jouer un rôle important dans le développement durable du continent. Développement durable qui diminuera alors le risque politique. En effet, en rendant l'assurance plus «inclusive» qu'«exclusive», l'assurance aidera à réduire la pauvreté, donc contribuera à un environnement socio-économique plus stable.

En conclusion, nous pouvons affir-

mer de manière générale que l'industrie africaine de l'assurance doit être proactive, et non passive, face aux conflits et à l'évolution politique. S'il apparaît que les conflits ont un impact négatif sur l'industrie de l'assurance, il n'en demeure pas moins que l'industrie de l'assurance peut être en mesure de prévenir et de limiter les conflits. L'habitude a été prise par l'industrie africaine de l'assurance d'être discrète et d'attendre tout des politiques, mais il est temps de rappeler avec insistance que l'industrie de l'assurance doit prendre toute sa part dans l'accélération des évolutions politiques. En d'autres termes, que ce soit pour les conflits ou pour les évolutions politiques, l'industrie de l'assurance doit être proactive, et ne pas se contenter de subir les conséquences d'éventuelles situations ou évolutions défavorables. En outre, les conflits n'étant souvent, comme affirmé ci-dessus, que des manifestations malheureuses des cycles d'évolutions politiques, l'industrie de l'assurance dispose de leviers importants pour favoriser des évolutions de structures à même de garantir et de renforcer la gouvernance des États, le renforcement de l'État de droit et l'éclosion de classes moyennes créatrices de richesses et demanderesse de protection.

**Martin Ziguélé**

Consultant en assurance

Exact Conseil (Directeur Associé)

**Aymric Kamega**

Consultant en actuariat

Winter & Associés (Manager)

**Une nouvelle industrie de l'assurance, couvrant une population large, par exemple grâce à la micro-assurance, accompagnerait ainsi largement l'État dans son rôle de bienveillance au service de l'intérêt général.**

## Geita Gold verse plus de 500 millions de \$ de taxes à la Tanzanie



Gary Davies, directeur général de Geita Gold Mine, filiale d'Anglo-Gold Ashanti, société minière basée en Afrique du Sud, a récemment annoncé que la compagnie a versé 514 millions de \$ à la Tanzanie.

## Le gros potentiel solaire éthiopien ignoré



Les ambitieux plans du gouvernement éthiopien en vue d'accroître la production d'énergie (quadrupler la production pour la porter à 2179 MW), notamment les énergies renouvelables, vont-ils ignorer encore longtemps le solaire ? Des experts s'interrogent au moment où ce pays, qualifié de terre de 13 mois de soleil, en référence à son calendrier de 12 mois de 30 jours et un mois supplémentaire de cinq ou six semaines, concentre son développement énergétique sur l'éolien et l'énergie hydroélectrique.

## Références bibliographiques :

**Cohen D. [2012], «Homo economicus, prophète (égaré) des temps nouveaux», Albin Michel.**

**FANAF [2012], «Le marché de l'assurance en Afrique - Données 2006 à 2010», FANAF.**

**Hugon P. [2006], «Géopolitique de l'Afrique», Armand Colin.**

**Hugon P. [2009], «L'économie de l'Afrique»,**

**La découverte.**

**Kamega A., Planchet F. [2012], «Actuariat et assurance vie en Afrique subsaharienne francophone - Outils d'analyse de la mortalité», Seddita.**

**Moyo D. [2009], «L'aide fatale - Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique», JC Lattès.**